Numéro 159

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
JUILLET - AOUT 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°159
Juillet -Août 2026

SOMMAIRE

- Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, *De l'énigme de l'abondance instable au régime de dépendance externe : une refondation de la théorie de la demande de réserves pour les économies extractivistes en situation de dollarisation extrême* 1
- Guy Didier Kintambu Kibanimba Sima, *L'entrepreneuriat comme outil de réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo : analyse transversale des entrepreneurs de Kinshasa* 20
- Brigitte Anibiloni Sungufue, *Impact économique et géopolitique de la suspension des exportations de cobalt de la RD Congo : mécanismes d'ajustement du marché et des stratégies nationales* 26
- Arjule-Berius Emongami Mpoyi, *Vérification de l'effet d'Olivera-Tanzi : le cas de la République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* 34
- Gilbert Ngandu Kayembe, *Digitalisation du processus d'octroi de crédit et optimisation de l'expérience client : analyse comparative de Rawbank et EquityBCDC en République Démocratique du Congo* 42
- Esdras Auga Eleka, Augustin Cilengi Kandolo, *La stabilisation monétaire en RD Congo : personnalité des décideurs et chances de succès* 50
- Jean Ngandu Kabeya, *Contribution économique et budgétaire des entreprises publiques en République Démocratique du Congo* 59
- Daudet Ngouanyange Ndjondo, *Règles budgétaires et évolution de l'inflation en République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* 67
- Chancelier Muyene Nestor, Gédéon Miassa, Beni Masisa Nzuzi, *Gouvernance et management des structures de la recherche scientifique en RD Congo : enjeux et perspectives* 76
- Michel Kabangi Kisopa, *Inclusion financière et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : dynamiques de numérisation, contraintes structurelles et enjeux d'une inclusion productive (2000–2024)* 83
- Nathan Nathanael Abraham, *Évolution de la pression fiscale en République Démocratique du Congo de 2010 à 2024* 92
- Michael Ngiengi Nzim, Junior Bukasa Mokomba et Jean-Marc Botuli Banga, *Asymétrie de la gestion des dépenses publiques et instabilité de la balance courante en République Démocratique du Congo : le verdict d'un modèle NARDL structurel (1970–2022)* 99
- Sephora Mala Kabuya, *Ressources internes et financement des dépenses publiques d'investissement en République Démocratique du Congo : une évaluation de la capacité d'autofinancement de l'État de 2014 à 2024* 106
- Berdi Mola Nondi, *Pressions spéculatives et crises de change en République Démocratique du Congo : une analyse descriptive par l'indice de pression sur le marché de change (2006–2024)* 113
- Cathy Elambo Ekole, *Multi-appartenance de la République Démocratique du Congo aux communautés économiques régionales et convergence économique : impact sur la croissance économique nationale*……120
- Gerard Kaja Kambowa, *Fiscalité et dynamique de croissance endogène en République Démocratique du Congo : une analyse macroéconomique (2002–2024)* 126
- Manassé Ngadi Muanda, *Analyse du marché des crédits carbone en République Démocratique du Congo : opportunités et défis pour la transition écologique* 131
- Plamedi Ndongala Nzemba, *Politique monétaire, inflation et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : analyse de l'efficacité des instruments conventionnels de la Banque centrale du Congo de 2000 à 2025* 139

- Jocelyn Djamano Ngandombelo, *Arbitrage croissance-environnement et défaillances institutionnelles dans le secteur forestier congolais : une analyse causale par modèles à cointégration (1980–2022)* 147
- Joseph Mbuyu Numbi, *La reclassification des substances minérales stratégiques et son impact sur les recettes minières depuis 2018* 154
- Gabriel Mboyo Ilekanya, *Cartographie des flux dans les secteurs clés (ressources naturelles) : enjeux, traçabilité et gouvernance* 160
- Chadrack Munanga Mwiki, *Les mécanismes d'incitation fiscale comme leviers de formalisation des entreprises informelles en République Démocratique du Congo : défis, limites et perspectives* 167
- Salomon Ngondo Ngal, *L'épargne face à l'épreuve de la bancarisation de la paie des agents de l'État : analyse critique et cas pratiques en Afrique* 178
- Elie-Roger Opango Lufungula, *Ouverture commerciale, gouvernance économique et croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse descriptive de la période 2000–2024* 184
- Daniel Furaha Uma, *Incidence de la gouvernance forestière sur la pauvreté des ménages dans le territoire de Mambasa* 193
- Imuine Musenga Sekula, *Incidence de la gouvernance interne sur la rentabilité des PME à Kinshasa* ... 202
- Matiti Ndanziam Logos, *Évolution, structure et soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo : analyse de la période 2020–2024* 211
- Constantin Mbengele Kweteb Thamuk, *La gestion des conflits organisationnels dans les administrations publiques en République Démocratique du Congo : cas du Ministère de la Fonction publique* 221
- Moise Djamba Okito, *Dynamique de l'épargne publique en République Démocratique du Congo : analyse de la causalité entre les dépenses et les recettes courantes* 227
- Yann Djoli Esenga, *Gouvernance minière et efficacité environnementale en République Démocratique du Congo : une analyse économétrique des impacts écologiques du Code minier* 235
- Adrickson Mbuyi Mbala, *Ouverture commerciale et niveau de vie en République Démocratique du Congo : une analyse par le modèle ARDL sur la période 1994–2024* 242
- Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, *De l'intervention à l'instabilité : le paradoxe des réserves de change en contexte de dollarisation extrême. Une analyse EGARCH de la politique monétaire congolaise (2015-2025)* 249
- Gédéon Miassa, Héraclès Kabwasa, Chancelier Muyene Nestor, *Communication interne comme outil stratégique de performance organisationnelle des PME de Kinshasa : une analyse quantitative*…….264
- Fiston Kikuni Mulakilwa, *Volatilité du taux de change et inflation en République Démocratique du Congo de 2000 à 2023 : une analyse empirique* 272
- David Mavuma et Christ Kahambwe, *Restriction des transactions de devises en espèce et effet potentiel sur le pouvoir d'achat des ménages : cas de la République Démocratique du Congo* 280
- Gildas Mbungu Muanda, *Adoption des technologies mobiles (Mobile Money et réseaux sociaux), rôle médiateur de la confiance numérique et performance commerciale perçue des PME à Kinshasa : une application du modèle TAM étendu* 292
- Jacques Bosonko Malonga, *Style managérial, perception des employés et performance globale : cas de la REGIDESO et de la SNEL* 298
- Yoshi Lelo Issa, *La gestion du changement organisationnel face à la digitalisation des services administratifs aux Cliniques universitaires de Kinshasa* 303
- Jacob Makanzu Nkawa, *Évaluation de l'effet de la rémunération sur la motivation des salariés des entreprises publiques du secteur de l'énergie en République Démocratique du Congo : cas de la SNEL SA et de la REGIDESO SA* 309
- Serge Kayila Mutombe, *La légitimité des PME en environnement hostile via la responsabilité sociale des entreprises* 316
- Norbert Mukadi Mbuyi, *Intégration des pratiques de responsabilité sociétale dans les PME de la ville de Kinshasa : entre contraintes opérationnelles et opportunités stratégiques* 324
- Asnath Mujinga Mwamba, *Fiscalité des zones économiques spéciales et attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : une analyse coût-bénéfice* 334

– Prince Tshimbela Kadiata, *Mécanismes de contrôle de la sous-traitance et résilience organisationnelle en période de crise : une étude comparative entre le CGEA/CREN-K et les Cliniques universitaires de Kinshasa* 340
– Jonathan Salumu Akili-Mali, *Sécurité et attractivité des investissements directs étrangers dans la Communauté d'Afrique de l'Est : évidence empirique à partir d'un modèle Panel VAR* 347
– Héraclès Kabwasa, Gédéon Miassa, Chancelier Muyene Nestor, *Productivité des dépenses publiques et croissance économique en République Démocratique du Congo* 355
– Fidèle Kiyanze Mazela, *L'impact de la gouvernance et du management du changement sur la performance du système d'enregistrement des enfants à l'état civil au Kwilu de 2015 à 2025* 363
– Daddy Efambeka Moyengelo, *Gouvernance comptable et inclusion financière : incidences de l'audit sur l'accès au crédit des entreprises en RD Congo* 369
– William Feruzi Misenga, *Gestion de la politique des prix pendant la crise sanitaire en République Démocratique du Congo : le cas de la pandémie du COVID-19* 375
– Mukeba Meta Mireila, *Les déterminants de la compétitivité des PME congolaises dans le développement des marchés étrangers dans le secteur agroalimentaire* 382
– Jonathan Salumu Akili-Mali et Christian Ntikala Koko, *Taux d'intérêt réel de la dette publique extérieure et croissance économique en République Démocratique du Congo : évidence empirique de la période 2002-2025* 387
– Joël Bunduki Kambulu, *Analyse de l'impact du contrat de performance sur le rendement des agents des régies financières en République Démocratique du Congo* 394
– Joseph Tshabunda, *Réformes de la comptabilité publique et gouvernance financière en République Démocratique du Congo : une analyse de l'équité dans l'allocation des ressources publiques (2004-2023)*…401

TAUX D'INTERET REEL DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

évidence empirique de la période 2002-2025

par

Jonathan SALUMU AKILI-MALI
Christian NTIKALA KOKO

(Tous) *Apprenants en Sciences de Économiques, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Kinshasa*

Résumé

Cette étude examine la relation entre le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure et la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) de 2002 à 2025. L'objectif principal est d'évaluer l'impact du coût réel de l'endettement extérieur sur l'évolution du produit intérieur brut (PIB). L'analyse repose sur une approche quantitative utilisant des données annuelles issues des principales bases statistiques nationales et internationales. Après une analyse descriptive des variables, des tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) ont été effectués pour vérifier les propriétés statistiques des séries. Les résultats indiquent que les variables sont stationnaires en niveau, ce qui justifie l'utilisation d'un modèle de régression estimé par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO).

Les estimations révèlent une relation négative entre le taux d'intérêt réel et la croissance du PIB, conformément aux prédictions théoriques. Cependant, cette relation n'est pas statistiquement significative et le pouvoir explicatif du modèle reste faible. Ces résultats suggèrent que la croissance économique congolaise dépend davantage de facteurs structurels tels que les performances du secteur minier, les investissements directs étrangers, la stabilité macroéconomique et la qualité des institutions. L'étude recommande une gestion prudente de la dette publique et une orientation accrue des ressources empruntées vers des investissements productifs favorisant une croissance durable.

Mots – clés : *taux d'intérêt réel, dette publique extérieure, croissance économique, RD Congo*

Abstract

This study investigates the relationship between the real interest rate on external public debt and economic growth in the Democratic Republic of Congo (DRC) from 2002 to 2025. The primary objective is to assess the impact of the real cost of external borrowing on Gross Domestic Product (GDP) growth. The analysis employs a quantitative approach using annual macroeconomic data sourced from national and international statistical agencies. Descriptive statistics and Augmented Dickey-Fuller (ADF) unit root tests were conducted to evaluate the statistical properties of the variables. The results indicate that all series are stationary at the level, enabling the estimation of a linear regression model using the Ordinary Least Squares (OLS) method.

The econometric findings reveal a negative correlation between the real interest rate and GDP growth, aligning with conventional economic theory. However, this relationship is statistically insignificant, and the model's explanatory power remains notably low. These findings suggest that economic growth in the DRC is primarily driven by structural factors such as the performance of the mining sector, foreign direct investment, macroeconomic stability, and institutional quality, rather than by the real cost of external public debt. The study concludes that the real interest rate on external public debt is not a significant determinant of economic growth in the DRC. Consequently, public policies should prioritize economic diversification, improved governance, and the efficient allocation of borrowed resources toward productive investments that can foster sustainable and inclusive growth.

INTRODUCTION

La question de l'endettement public et de son incidence sur la croissance économique demeure au cœur des débats en macroéconomie du développement. Depuis plusieurs décennies, les pays en développement recourent à l'endettement extérieur comme instrument de financement destiné à combler l'insuffisance de l'épargne nationale, soutenir les investissements publics et accélérer le processus de développement économique. Toutefois, si l'endettement extérieur peut constituer un levier de croissance lorsqu'il finance des projets productifs, il peut également devenir une contrainte majeure lorsque son coût réel augmente et absorbe une part importante des ressources publiques. Dans ce contexte, le taux d'intérêt réel appliqué à la dette publique extérieure apparaît comme un indicateur essentiel permettant d'apprécier le coût économique réel du financement externe et ses implications sur la dynamique de croissance.

La littérature économique met en évidence plusieurs mécanismes par lesquels le taux d'intérêt réel peut influencer la croissance économique. Selon l'approche classique et néoclassique, une hausse du taux d'intérêt réel accroît le coût du capital, décourage l'investissement privé et public, réduit l'accumulation du capital productif et freine ainsi la croissance économique à long terme. À l'inverse, l'approche keynésienne considère que le recours à l'endettement peut stimuler l'activité économique lorsque les ressources

empruntées sont orientées vers des investissements publics susceptibles de générer un effet multiplicateur sur la production et l'emploi. L'impact réel de la dette dépend donc non seulement de son niveau mais également de son coût, de sa structure et de l'efficacité de son utilisation dans l'économie.

En Afrique subsaharienne, la problématique de la dette publique extérieure revêt une importance particulière en raison des besoins croissants de financement liés aux infrastructures, à la transformation structurelle des économies et à la lutte contre la pauvreté. Après les initiatives internationales d'allègement de la dette, notamment l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), plusieurs pays africains ont retrouvé des marges d'endettement significatives. Cependant, la montée progressive des emprunts extérieurs, combinée aux fluctuations des marchés financiers internationaux, à l'instabilité des prix des matières premières et aux chocs économiques mondiaux, a ravivé les préoccupations relatives à la soutenabilité de la dette et à ses conséquences sur la croissance économique.

La République Démocratique du Congo (RDC) constitue un cas particulièrement intéressant d'analyse. Après plusieurs décennies marquées par l'instabilité politique, les conflits armés et la dégradation des indicateurs macroéconomiques, le pays a engagé depuis le début des années 2000 un vaste processus de reconstruction économique et institutionnelle. L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2010 a permis une réduction substantielle du stock de dette extérieure et une amélioration de plusieurs indicateurs macroéconomiques. Toutefois, cette période a également été caractérisée par une reprise progressive de l'endettement extérieur, une forte dépendance aux exportations minières, une volatilité du taux de change, des pressions inflationnistes récurrentes ainsi qu'une exposition accrue aux chocs externes, notamment la crise financière internationale, les fluctuations des cours des matières premières et la pandémie de COVID-19.

Dans un tel contexte, l'analyse du taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure revêt une importance stratégique. En effet, l'évolution de cet indicateur détermine non seulement le coût effectif du service de la dette mais également la capacité de l'État à mobiliser des ressources pour financer les investissements publics, les infrastructures et les programmes sociaux. Une augmentation durable du taux d'intérêt réel peut réduire les marges budgétaires disponibles, accroître la charge du service de la dette et limiter les perspectives de croissance. À l'inverse, des conditions de financement favorables peuvent soutenir les investissements productifs et contribuer à la consolidation de la croissance économique.

Malgré l'importance de cette problématique, les résultats empiriques demeurent contrastés. Certaines études mettent en évidence un effet négatif significatif du coût de la dette sur la croissance économique, tandis que d'autres soulignent l'existence d'effets plus complexes dépendant des caractéristiques structurelles des économies étudiées. Dans le cas spécifique de la RDC, les travaux consacrés à la relation entre le taux d'intérêt réel de la dette extérieure et la croissance économique restent relativement limités, ce qui justifie la nécessité d'une analyse approfondie.

Dès lors, plusieurs interrogations émergent : comment le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure va-t-il évolué en République Démocratique du Congo entre 2002 et 2025 ? Existe-t-il une relation significative entre cet indicateur et le taux de croissance du produit intérieur brut ? Dans quelle mesure les variations du coût réel de l'endettement extérieur influencent-elles la performance économique du pays ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, la présente étude se fixe pour objectif principal d'analyser l'impact du taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure sur la croissance économique en République Démocratique du Congo au cours de la période 2002-2025. Plus spécifiquement, elle vise à examiner l'évolution des deux variables, à évaluer empiriquement leur relation à l'aide d'outils économétriques appropriés et à formuler des recommandations susceptibles d'améliorer la gestion de la dette publique et de renforcer les perspectives de croissance économique.

Hormis l'introduction et la conclusion, notre article comprend une revue de la littérature, la méthodologie de recherche, la présentation de résultat, ainsi qu'une discussion.

I. REVUE DE LA LITTERATURE

La relation entre le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure et la croissance économique constitue l'un des débats majeurs de la macroéconomie moderne. Plusieurs courants théoriques ont tenté d'expliquer les mécanismes par lesquels l'endettement public et son coût influencent les performances économiques d'un pays. Ces approches offrent des perspectives parfois divergentes quant aux effets de la dette sur l'investissement, la productivité et la croissance de long terme.

1.1. L'approche classique

Les économistes classiques considèrent que les marchés tendent naturellement vers l'équilibre grâce au libre jeu de l'offre et de la demande. Dans cette perspective, l'endettement public est généralement perçu comme un facteur susceptible de freiner la croissance économique. Lorsque l'État finance ses dépenses par l'emprunt, il mobilise une partie de l'épargne nationale disponible, réduisant ainsi les ressources destinées au secteur privé.

Ce phénomène, connu sous le nom d'effet d'éviction, entraîne une augmentation des taux d'intérêt et une diminution de l'investissement privé productif. Comme l'investissement constitue un moteur essentiel de l'accumulation du capital et de la croissance économique, toute réduction de celui-ci se traduit par un ralentissement de l'activité économique à long terme.

Dans le contexte de la dette extérieure, une hausse du taux d'intérêt réel accroît le coût du service de la dette, réduit les marges budgétaires de l'État et limite sa capacité à financer des investissements publics productifs. Selon cette approche, un niveau élevé du coût réel de l'endettement constitue donc un obstacle à la croissance économique.

1.2. L'approche keynésienne

Contrairement aux classiques, les économistes keynésiens considèrent l'endettement public comme un instrument légitime de stabilisation économique. Selon Keynes (1936), en période de faible activité économique ou de récession, l'État doit intervenir afin de stimuler la demande globale à travers l'augmentation des dépenses publiques.

Le recours à l'endettement permet alors de financer des infrastructures, des investissements publics et des programmes sociaux susceptibles de générer un effet multiplicateur sur la production, l'emploi et les revenus. Dans cette perspective, l'impact de la dette sur la croissance dépend essentiellement de l'utilisation qui est faite des ressources empruntées.

Lorsque les fonds extérieurs financent des projets productifs capables d'accroître la capacité de production nationale, l'endettement contribue positivement à la croissance économique. Cependant, lorsque les ressources empruntées sont affectées à des dépenses improductives ou à la consommation publique, les effets positifs attendus peuvent disparaître.

1.3. L'approche néoclassique

L'approche néoclassique met l'accent sur les comportements rationnels des agents économiques et sur les effets inter temporels de la dette publique. Selon cette théorie, l'endettement public exerce généralement un effet négatif sur la croissance à long terme en raison de son impact sur l'accumulation du capital et sur les anticipations des agents économiques.

Les modèles néoclassiques montrent qu'une augmentation de la dette publique entraîne une hausse des taux d'intérêt réels, réduisant l'investissement privé et ralentissant la croissance potentielle. Le taux d'intérêt réel joue ainsi un rôle central dans la transmission des effets de la dette vers l'économie réelle. Plus le coût du financement est élevé, plus les investissements productifs deviennent coûteux, ce qui freine la création de richesse et la croissance.

1.4. La théorie du surendettement

Développée notamment par Krugman (1988) et Sachs (1989), la théorie du surendettement soutient qu'un niveau excessif de dette extérieure peut décourager l'investissement privé et ralentir la croissance économique.

Selon cette théorie, lorsque les investisseurs anticipent qu'une part importante des revenus futurs sera utilisée pour rembourser la dette, ils réduisent leurs investissements productifs. Cette situation crée une forme de taxation implicite sur les rendements futurs du capital et réduit les incitations à investir.

Le surendettement entraîne également une augmentation du risque pays, ce qui se traduit par une hausse des taux d'intérêt exigés par les créanciers internationaux. Dans ces conditions, la dette cesse d'être un instrument de développement et devient un frein à la croissance économique.

1.5. La théorie de la croissance endogène

Les modèles de croissance endogène développés par Romer (1986) et Barro (1990) soulignent que certaines dépenses publiques peuvent améliorer durablement la productivité de l'économie. Les investissements publics dans les infrastructures, l'éducation, la santé et la recherche contribuent à l'accumulation du capital humain et technologique.

Dans cette perspective, l'endettement public peut favoriser la croissance lorsqu'il finance des investissements à rendement économique élevé. Toutefois, cette contribution positive dépend du niveau du

taux d'intérêt réel. Si le coût de l'endettement devient supérieur au rendement des investissements financés, les bénéfices attendus disparaissent et la dette peut devenir insoutenable.

1.6. La théorie de la soutenabilité de la dette

La théorie de la soutenabilité considère qu'une dette publique est soutenable lorsque l'État est capable d'assurer le service de sa dette sans compromettre sa stabilité macroéconomique ni son potentiel de croissance.

Le taux d'intérêt réel occupe une place centrale dans cette approche. Lorsque le taux d'intérêt réel est supérieur au taux de croissance économique, la dette tend à augmenter plus rapidement que les revenus nationaux, créant ainsi un risque d'insoutenabilité. À l'inverse, lorsque la croissance économique dépasse durablement le coût réel de la dette, la charge de celle-ci demeure maîtrisable.

II. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

2.1. Cadre méthodologique général

La présente étude vise à analyser l'impact du taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (RDC) durant la période 2002-2025. Pour atteindre cet objectif, une démarche quantitative fondée sur l'économétrie des séries temporelles a été retenue.

L'approche économétrique permet d'évaluer empiriquement l'existence, la nature et l'intensité de la relation entre les variables étudiées. Elle offre également la possibilité de tester les hypothèses formulées à partir des fondements théoriques relatifs à la dette publique, au taux d'intérêt réel et à la croissance économique.

La méthodologie adoptée repose sur plusieurs étapes successives : la collecte et le traitement des données, l'analyse descriptive des variables, l'étude de leur corrélation, les tests de stationnarité, l'estimation du modèle économétrique ainsi que l'interprétation des résultats obtenus.

2.2. Nature et sources des données

L'étude utilise des données macroéconomiques annuelles couvrant la période allant de 2002 à 2025, soit vingt-quatre observations. Le choix de cette période se justifie par plusieurs raisons :

- le début des années 2000 marque la reprise progressive de l'activité économique après les conflits armés ayant affecté l'économie congolaise ;
- cette période couvre les principales réformes économiques engagées dans le cadre des programmes de stabilisation macroéconomique ;
- elle inclut l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) en 2010 ;
- elle permet de prendre en compte les effets de différents chocs économiques internationaux tels que la crise financière mondiale de 2008, la pandémie de COVID-19 ainsi que les fluctuations des prix des matières premières.

Les données utilisées proviennent principalement des bases statistiques internationales reconnues, notamment :

- la Banque Mondiale (World Development Indicators) ;
- le Fonds Monétaire International (International Financial Statistics) ;
- la Banque Centrale du Congo.

2.3. Définition des variables

— *Variable dépendante* : Taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB)

Le taux de croissance du PIB mesure l'évolution annuelle de la production nationale de biens et services. Il constitue l'indicateur retenu pour représenter la performance économique de la République Démocratique du Congo.

— *Variable explicative* : Taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure (TIR)

Le taux d'intérêt réel correspond au coût réel de l'endettement extérieur après prise en compte de l'inflation. Le taux d'intérêt réel constitue une mesure pertinente du coût économique réel du financement extérieur supporté par l'État.

2.4. Spécification du modèle économétrique

Afin d'évaluer l'impact du taux d'intérêt réel sur la croissance économique, un modèle de régression linéaire simple inspiré des travaux relatifs à la croissance économique et à la dette publique est retenu.

La forme générale du modèle est la suivante :

$$PIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 TRI_t + \epsilon_t$$

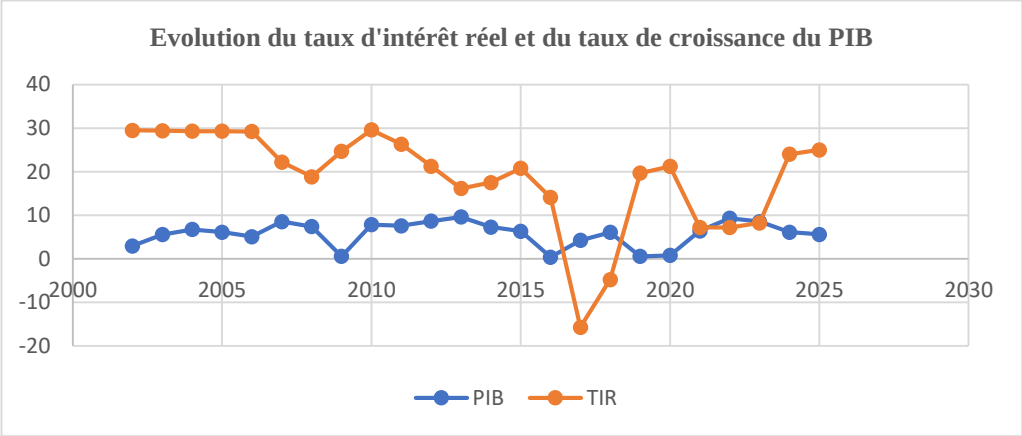
Avec :

- PIB_t : taux de croissance du PIB ;
- TRI_t: taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure ;
- α_0: constante du modèle ;
- α_1: coefficient associé au taux d'intérêt réel ;
- ϵ_t: terme d'erreur aléatoire.

Conformément à la théorie économique, le signe attendu du coefficient $\boldsymbol{\alpha_1}$ est négatif. Une augmentation du coût réel de l'endettement extérieur devrait théoriquement réduire l'investissement, accroître la charge du service de la dette et freiner la croissance économique.

III. RESULTATS DE L'ETUDE

a. Présentation graphique



Source : construit par l'auteur

L'évolution de ce graphique nous révèle une croissance globalement positive du PIB avec quelques fluctuations et une résilience économique malgré les chocs. Tandis que le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieur présente forte variabilité avec des pics et des chutes importantes. Indice d'une politique monétaire instable ou réactive.

b. Analyse de corrélation

Cette analyse permet d'identifier les associations linéaires, ce qui peut orienter le choix des variables à inclure dans le modèle et éviter les problèmes de multicolinéarité, où deux ou plusieurs variables indépendantes sont fortement corrélées.

Tableau II. Analyse de corrélation

	PIB	TIR
PIB	1	-0.495
TIR	-0.495	1

Source : construit par l'auteur

Le taux d'intérêt réel exerce une influence linéaire significative sur la croissance économique.

c. Test de stationnarité

Cette analyse est essentielle pour déterminer le traitement approprié des séries dans un modèle économétrique ou statistique, car les séries non stationnaires peuvent engendrer des résultats biaisés si elles ne sont pas correctement différenciées. Ainsi, nous avons appliqué le test de Dickey-Fuller-Augmenté (ADF) pour déterminer l'ordre d'intégration individuel des séries :

Tableau III. Résultats des Tests ADF de stationnarité

Séries	ADF	VCM à 5%	Modèles	Décision	Degré d'intégration
PIB	-3,56	-2,10	Intercept	Stationnaire à niveau	I(0)
TRI	-3,95	-3,63	Trend Intercept	Stationnaire à niveau	I(0)

Source : construit par l'auteur

Les séries sont stables dans le temps, il n'y a pas de racine unitaire. L'utilisation d'un modèle en niveau (OLS) est appropriée.

d. Estimation du modèle

Tableau IV. Estimation du modèle de régression linéaire

Variable exogène	Coefficient estimé	Ecart-type	Statistique t
Constante	5,99	1,15	5,20
TIR	-0,01	0,05	-0,23
$R^2 = 0{,}51$	F-stat = 0,54	DW = 1,37	P = 0,81

Source : construit par l'auteur

Le coefficient du TIR est négatif (-0,012) soit conforme à la théorie économique, mais il est statistiquement non significatif (p = 0,81), bien que le modèle explique à 51%.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats de cette étude révèlent que le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure exerce un effet négatif sur la croissance économique de la République Démocratique du Congo. Ce constat s'aligne sur les prédictions formulées par les théories classique, néoclassique et du surendettement. Cependant, il est important de souligner que cet effet reste statistiquement non significatif. En d'autres termes, le coût réel de la dette extérieure n'a pas été un facteur déterminant de la croissance économique au cours de la période 2002-2025.

Plusieurs caractéristiques structurelles de l'économie congolaise expliquent cette situation. Premièrement, la dette extérieure est majoritairement constituée de prêts concessionnels accordés à des conditions très favorables. Ces conditions limitent l'impact des variations du taux d'intérêt réel sur l'activité économique. Deuxièmement, la croissance du PIB est largement influencée par le secteur minier, les investissements directs étrangers et les fluctuations des cours internationaux des matières premières. Ces facteurs ont un impact plus significatif sur la croissance que les conditions de financement de la dette publique.

De plus, la faible profondeur du système financier, le niveau élevé de l'informalité et les limites du mécanisme de transmission monétaire réduisent l'influence du taux d'intérêt sur les décisions d'investissement et de production. Ces constats sont corroborés par la très faible corrélation observée entre les deux variables ainsi que par le faible pouvoir explicatif du modèle estimé.

En conclusion, les résultats suggèrent que la croissance économique en RDC dépend davantage de facteurs structurels, institutionnels et sectoriels que du coût réel de la dette extérieure. Par conséquent, les politiques publiques devraient privilégier la diversification économique, l'amélioration de la gouvernance, le développement des infrastructures et le renforcement de l'efficacité des investissements publics. Il est également crucial de maintenir une gestion prudente et soutenable de la dette publique. Ces actions permettront de stimuler la croissance économique de manière durable et de réduire la vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs extérieurs.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser l'impact du taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure sur la croissance économique en République Démocratique du Congo durant la période 2002-2025. À partir d'une approche économétrique basée sur les séries temporelles et estimée par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO), il a été possible d'évaluer la nature de la relation entre le taux de croissance du PIB et le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure.

Les résultats empiriques montrent que le taux d'intérêt réel présente un coefficient négatif, conformément aux prédictions de la théorie économique selon lesquelles une hausse du coût réel de l'endettement est susceptible de freiner l'investissement et l'activité économique. Toutefois, cet effet

demeure statistiquement non significatif, ce qui indique que les variations du taux d'intérêt réel n'expliquent qu'une faible part de la croissance économique observée en RDC au cours de la période étudiée.

Ces résultats suggèrent que la croissance économique congolaise est davantage influencée par des facteurs structurels tels que l'exploitation des ressources minières, les investissements directs étrangers, les réformes économiques, la stabilité macroéconomique et la qualité des institutions. La prédominance des prêts concessionnels dans la structure de la dette extérieure ainsi que la faible profondeur du système financier limitent également l'impact du coût de la dette sur l'activité économique.

En définitive, cette étude montre que le taux d'intérêt réel sur la dette publique extérieure ne constitue pas un déterminant majeur de la croissance économique en RDC. Les politiques publiques devraient ainsi privilégier la diversification de l'économie, le renforcement de la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires et l'orientation des ressources empruntées vers des investissements productifs capables de soutenir une croissance durable et inclusive.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy, 98*(5, Part 2), S103–S125. https://doi.org/10.1086/261726
- Banque Mondiale. (2025). *World Development Indicators (WDI)*. Banque mondiale. https://data.worldbank.org
- Clements, B., Bhattacharya, R., & Nguyen, T. Q. (2003). *External debt, public investment, and growth in low-income countries* (IMF Working Paper No. 03/249). Fonds monétaire international.
- Fonds Monétaire International. (2025). *Rapports pays : République Démocratique du Congo*. Fonds monétaire international. https://www.imf.org
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.
- Krugman, P. (1988). Financing vs. forgiving a debt overhang. *Journal of Development Economics, 29*(3), 253–268. https://doi.org/10.1016/0304-3878(88)90044-2
- Mapamboli Posa, A., & Kabanga Yves, J. (2025). *Soutenabilité de la dette publique congolaise : Analyse de l'évolution de la dette extérieure en République Démocratique du Congo de 2015 à 2024*. Document de recherche.
- Patillo, C., Poirson, H., & Ricci, L. (2002). *External debt and growth* (IMF Working Paper No. 02/69). Fonds monétaire international.
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review, 100*(2), 573–578. https://doi.org/10.1257/aer.100.2.573
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy, 94*(5), 1002–1037. https://doi.org/10.1086/261420

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

